Document généré le 14 juil. 2025 17:06

Les Cahiers des Dix

Les débuts de l'imprimerie au Canada

Aegidius Fauteux

Numéro 16, 1951

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1080077ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1080077ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Fauteux, A. (1951). Les débuts de l'imprimerie au Canada. *Les Cahiers des Dix*, (16), 17–37. https://doi.org/10.7202/1080077ar

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les débuts de l'imprimerie au Canada

Par Aegidius FAUTEUX

L'histoire des premières années de l'imprimerie en Canada est remplie d'intérêt, car c'est l'histoire d'un labeur opiniâtre accompli dans des conditions extrêmement désavantageuses et traversé par d'incroyables obstacles.

L'imprimerie canadienne est fille de l'imprimerie américaine et sa naissance date à peu près exactement du milieu du XVIIIe siècle.

Vers 1750, il y avait déjà longtemps que l'imprimerie avait pris racine dans la Nouvelle-Hollande, dans la Pennsylvanie, dans la Virginie et surtout dans la colonie puritaine du Massachusetts. Pieusement entourée par les soins fervents, et persévérément arrosée par les sueurs généreuses de plusieurs générations d'artisans au coeur indomptable, elle avait victorieusement résisté aux vents dont l'avaient souffletée, et la tyrannie et la misère des temps. Plante désormais vivace, elle commençait à disséminer plus largement autour d'elle les germes qui bouillonnaient dans ses étamines fécondes. C'est ainsi qu'à cette même époque un peu de poussière de pollen envolée du Jardin en fleurs de Boston et emportée par une brise favorable, prit la direction du large au lieu de gagner l'intérieur et, après avoir flotté hésitante pendant quelque temps au-dessus des flots de la mer, finit par s'abattre sur la côte néo-écossaise, la première qui la sollicitait dans son vol, et s'y implanta pour une germination nouvelle. Telle est la loi de la nature à laquelle l'imprimerie doit d'avoir été transplantée de la Nouvelle-Angleterre dans ce qui est aujourd'hui la terre canadienne.

J'ai dit que le germe envolé de Boston avait fini par s'abattre sur la côte néo-écossaise. C'est en effet à Halifax, quoique nos historiens eux-mêmes l'aient longtemps ignoré, qu'appartient le très grand honneur d'avoir été le berceau de l'imprimerie dans l'Amérique britannique du Nord, comme elle a été aussi le berceau du premier Parlement.

Le premier qui eut la témérité de quitter la florissante Nouvelle-Angleterre pour aller implanter une presse dans la capitale de la Nouvelle-Ecosse qui ne venait pourtant que de naître, fut Barthelemy Green, de la glorieuse dynastie des imprimeurs bostonnais du même nom. Malheureusement il ne lui reste que le mérite de sa courageuse tentative, car il mourut cinq semaines environ après son arrivée, dans l'automne de 1751. John Bushell, un de ses anciens associés, se trouva à point pour le remplacer. Quelques mois plus tard, en janvier 1752, il ouvrait un atelier à Halifax et inaugurait effectivement l'ère de notre imprimerie. En outre d'avoir été le pionnier de l'imprimerie sur notre sol, son principal titre de gloire restera d'avoir posé les premières assises du journalisme canadien. C'est en effet à son esprit d'entreprise que l'on doit l'établissement en janvier 1752, de l'*Halifax Gazette*, la première en date de toutes nos publications périodiques.

A John Bushell, mort en 1761, succèda Anthony Henry dont la longue et fructueuse carrière de quarante ans a fait l'une des personnalités les plus remarquables du monde des imprimeurs dans les Provinces Maritimes. Il y aurait beaucoup à dire de cet original personnage et aussi du plus brillant de ses successeurs, John Howe; il serait surtout intéressant de raconter comment l'imprimerie essaima de la Nouvelle-Ecosse dans le Nouveau-Brunswick, avec les John Ryan et les Christopher Sower, et dans l'Ile-du-Prince-Edouard avec Robertson et Bagnall. Mais ces développements entraîneraient trop loin, et l'on me pardonnera de laisser l'imprimerie des Provinces Maritimes à sa marche lente mais progressive, pour passer tout de suite à celle de notre propre territoire.

C'est l'opinion commune que l'imprimerie n'a commencé dans le Canada proprement dit qu'après la conquête du pays par les Anglais. Quelques bibliographes cependant ont eu de la peine à admettre que la Nouvelle-France, pendant toute son existence d'un siècle et demi, ait été constamment privée d'un secours dont se prévalaient à l'envi toutes les autres civilisations, et particulièrement celles des pays voisins. Ils prétendent qu'à tout le moins, vers la fin du régime

français, une presse a fonctionné dans Québec, et nous devons admettre que certains des arguments qu'ils apportent à l'appui de leur thèse, s'ils ne sont pas absolument convaincants, ne doivent cependant pas être dédaignés. Ce qui est certain c'est qu'il a été plus d'une fois question, et même dès les débuts de la colonie, d'introduire une presse dans la Nouvelle-France. Nos premiers missionnaires y ont d'abord songé, dans l'intérêt même de l'Evangile. La preuve en existe dans cette entrée significative du *Journal des Jésuites*, à la date de septembre 1665: « Nous concluons d'escrire pour avoir icy une imprimerie pour les langues. » Rien n'indique cependant que cet aventureux projet ait été mis à exécution.

Les Sulpiciens de Montréal paraissent avoir nourri en 1683 la même ambition que les Jésuites de Québec en 1665, mais sans plus de succès. La réponse que fit à M. de Belmont, M. Tronson, le supérieur de Paris, mérite d'être citée: « On a cru qu'il serait inutile de vous envoyer les caractères d'imprimerie que vous demandiez parce qu'on nous a dit que vous ne pourriez pas vous en servir et que les livres ne vous en apprendraient pas assez pour pouvoir y réussir. »

Le plus prochain effort vers l'introduction de l'imprimerie en Nouvelle-France est celui que nous voyons tenter une soixantaine d'années plus tard, en 1749, par M. de la Galissonnière. Lorsqu'il fit à ce sujet des ouvertures au Conseil de marine, le célèbre administrateur fit valoir qu'une presse serait éminemment utile pour la promulgation des ordonnances et des règlements, mais le pouvoir s'en tint à sa méthode ordinaire de temporisation et répondit qu'il fallait attendre.

Mais il est temps d'en venir au problème Pontbriand qui inquiète encore quelques bibliographes. Vers 1895, Philéas Gagnon, le grand collectionneur québecois, faisait la trouvaille — il n'a jamais dit où ni comment — de deux mandements imprimés du dernier évêque français de Québec, Mgr de Pontbriand, datés l'un et l'autre de 1759. Dans l'enthousiasme de sa découverte, il se convainquit aisément que ces deux pièces avaient été imprimées à Québec et il décida même qu'elles l'avaient été sur une petite presse qui était la propriété privée de l'auteur des Mandements. Il s'est longuement efforcé d'en donner

les raisons dans son *Essai de Bibliographie canadienne*, mais, si elles ont gagné l'assentiment de D. C. McMurtrie qui leur a donné récemment un regain de publicité, je regrette de dire que pour ma part, ces raisons ne m'ont nullement convaincu [1].

Pourquoi dans toutes les paroisses où l'on a conservé ces mandements épiscopaux ne trouve-t-on que la copie manuscrite de ces mêmes mandements de Mgr de Pontbriand, promulguée en la forme ordinaire du temps? Pourquoi aussi n'a-t-on jamais trouvé aucune trace de cette presse qu'aurait possédée Mgr de Pontbriand et qui, d'après Gagnon, aurait suivi son propriétaire à Montréal, après la reddition de Québec? J'ai examiné moi-même avec soin l'inventaire détaillé de tous les biens que laissait à sa mort, en 1760, le dernier évêque du régime français, et bien que toutes sortes de meubles y fussent mentionnés, depuis son carosse jusqu'à ses chandeliers et ses timbales, je n'y ai pas trouvé la moindre mention d'une presse petite ou grande qui, pourtant, à cause de sa singularité, eut bien mérité d'être signalée.

Pour ces raisons et pour d'autres que j'ai plus longuement développées ailleurs je persiste à croire qu'il n'y a jamais eu d'imprimerie en Canada sous le drapeau fleurdelisé. Il a fallu attendre pour cela l'avènement du régime britannique dont les méthodes d'administration coloniale, inspirées par un esprit tout différent, laissaient plus de latitude à l'initiative individuelle et s'accommodaient mieux des audaces modernes. Il n'y a pas d'apparence que l'on réussisse jamais à enlever à William Brown l'honneur d'avoir introduit l'imprimerie au Canada, en l'année 1764.

William Brown qui était originaire d'Ecosse, était venu tout jeune en Amérique. Après avoir travaillé quelque temps en Virginie et même conduit un atelier aux Barbades pour le compte de William Dunlop, maître imprimeur de Philadelphie qui était, dit-on, son oncle, il se décida vers 1763 à aller tenter fortune du côté du Canada qui venait de tomber sous la domination anglaise. Il n'a alors que 27

---

[1] Aegidius Fauteux écrivait ces notes en 1933.

ans. Son premier soin est de se chercher un associé et il le trouve dans la personne d'un confrère de Philadelphie, Thomas Gilmore. Le contrat d'association des deux amis date du 5 août 1763, et l'on y voit que chacun a déposé 72 louis entre les mains de Dunlop, comme mise de fonds. William Brown, le premier, entreprend un voyage à Québec pour préparer les voies et peu après, Gilmore lui-même s'embarque pour l'Angleterre afin d'y faire les achats nécessaires d'une presse, de caractères et de papier. Enfin juin 1764 les trouve réunis à Québec, prêts à se mettre à l'oeuvre. Entre temps, Brown a distribué un prospectus annonçant la publication prochaine d'une gazette hebdomadaire et 143 souscripteurs moitié anglais et moitié français, ont répondu à l'appel. C'était bien peu, mais les deux imprimeurs n'étaient pas hommes à reculer, et le 21 juin 1764 paraissait le premier numéro de la Gazette promise, qui ne dut pas être pour la population québecoise un mince objet de curiosité. C'était la fameuse *Gazette de Québec* qui ne devait s'éteindre qu'en 1874, n'ayant subi, durant sa longue carrière de cent dix ans, que deux courtes interruptions, l'une en 1765, lors de l'acte du Timbre, et l'autre en 1775, à cause de l'invasion du Canada par les armées des Etats-Unis.

Mais Brown et Gilmore ne pouvaient se contenter de publier une Gazette pour 140 ou 150 abonnés, avec en plus, un salaire civil de 50 louis par an. Ils durent chercher à alimenter leur presse par d'autres moyens et, peu à peu, ils y parvinrent. Ce furent d'abord tous ces petits travaux qui sont la menue monnaie des ateliers d'imprimerie, les calendriers en feuille, les avis de vente, les blancs de certificats, les *army bills*, etc. Puis les pamphlets suivirent, et finalement les livres.

Quelle a été, en dehors du journal, la première publication sortie des presses de Québec? C'est une question qui a été longtemps débattue mais que nous croyons à peu près résolue aujourd'hui, grâce au précieux *Day Book* de Brown et Gilmore, conservé aux Archives d'Ottawa. Ce *Day Book* fait voir clairement que la première publication imprimée à Québec et digne de ce nom, n'est pas, comme

on l'a pensé longtemps, le catéchisme du diocèse de Sens, imprimé en 1765, mais une brochure bilingue: *Presentment to the Grand Jurors,* imprimée en la même année 1765, mais quelques mois plus tôt. Cette brochure aurait compris une quinzaine de pages en anglais et à peu près autant en français. Personne autre que le Dr Hubert Neilson, qui assurait l'avoir en sa possession, n'a pu voir de ses yeux un exemplaire de *Presentment* qui, à cause de cela, est considéré par quelques-uns comme un mythe, mais je ne crois pas qu'il soit permis à quiconque qui a examiné les papiers de Brown et Gilmore de douter de son existence.

Parmi les ouvrages considérables ou autrement importants qu'a encore produits l'association Brown et Gilmore, il convient de noter une rarissime impression de l'acte du Timbre, faite en 1766, et qui est pour ainsi dire inconnue des bibliographes; le *Nehiro-Irinui* publié en 1767 en langue montagnaise par le légendaire Père Labrosse; les ordonnances de 1767, une publication de 81 pages in-folio dont l'excellente typographie fait déjà honneur au primitif atelier québecois, et enfin, dans la même année 1767, *The Trial of Daniel Disney* qui se rapporte à la célèbre affaire Walker et qui, à cause de cela, possède, outre son intérêt bibliographique, un intérêt historique considérable.

Je ne parle pas des Psautiers, Neuvaines et autres livres de piété qui étaient de temps à autre commandés à nos imprimeurs par les maisons religieuses de la capitale.

Thomas Gilmore étant mort en 1772, Brown continua seul à diriger son atelier jusqu'à sa propre mort quinze ans plus tard, et il le fit si bien prospérer qu'il put laisser à ses héritiers la jolie somme de $15,000. A l'époque, et pour un imprimeur, c'était une fortune hors de l'ordinaire.

Durant cette dernière partie de sa carrière, Brown a imprimé plusieurs ouvrages intéressants qui seraient à citer; mais entre toutes ses initiatives il n'y en a peut-être pas dont nous ayons à nous féliciter davantage que celle qui nous a valu l'inestimable collection des

almanachs de Québec, commencée en 1780. Pour toute une longue période ces almanachs sont presque l'unique source de renseignements que nous possédions, et l'on n'en connait qu'une seule collection complète, celle de la Bibliothèque Saint-Sulpice.

Dès 1776 William Brown avait commencé de connaître la concurrence avec l'établissement de Fleury Mesplet, à Montréal, mais cette concurrence était lointaine et ne lui nuisait guère. Ce n'est que quelques mois avant sa mort qu'il vit son domaine immédiat de Québec envahi soudainement par un rival dont il ne put jamais savoir lui-même s'il était dangereux ou non. Je veux parler de William Moore qui, après avoir installé à Québec un atelier plus ou moins imposant, sous le nom de Nouvelle Imprimerie, y commença, à la fin de 1788, la publication concurrente de deux journaux, l'un français, le *Courrier de Québec* ou *Héraut français*, et l'autre anglais: *The Quebec Herald*. Le premier de ces journaux ne dura que quelques semaines, mais le second parvint à vivoter jusque vers 1793.

Il y aurait beaucoup à dire sur les publications de Moore qui ne sont pas nombreuses, mais qui sont toutes d'un rare intérêt, mais je dois forcément me limiter. Qu'il me suffise de constater que le besogneux imprimeur, ballotté de saisie en saisie, dut enfin abandonner la partie vers 1794 et vider le misérable grenier qui lui servait d'atelier et pour lequel il payait le fabuleux loyer de $6.00 par an.

Pendant ce temps-là, Samuel Neilson était venu d'Ecosse recueillir la succession de William Brown, son oncle maternel. Mais il y avait à peine dirigé l'atelier une couple d'années qu'il mourait prématurément en 1793, n'ayant eu le temps de publier sous son nom que quelques ouvrages, dont un des plus intéressants est le *Quebec Magazine*.

Samuel Neilson fut remplacé par son jeune frère John, mais comme ce dernier n'avait que 17 ans en 1793, il ne put d'abord administrer que sous l'égide de son tuteur le Rev. Alexander Spark. Le jeune imprimeur sut cependant mettre à profit le temps d'attente et lorsque, à sa majorité, en 1796, il prit formellement en mains la direction de sa maison, il était déjà merveilleusement préparé à la tâche

qui l'attendait. Il n'y a pas lieu de refaire ici l'histoire déjà connue de l'hon. John Neilson, un des hommes de son temps les plus hautement appréciés pour son talent et pour son intégrité, l'un de ceux aussi qui ont joué, à une époque particulièrement troublée de notre histoire, dans le journal comme dans les assemblées délibérantes, le rôle à la fois le plus honorable et le plus considérable. Mais le biographe autorisé qui entreprendra un jour ou l'autre de raconter l'existence de John Neilson, ne le fera vraiment connaître que s'il s'applique avec un soin égal à montrer en lui, à côté du grand citoyen, le grand imprimeur. John Neilson est un de ceux qui ont aimé leur art avec le plus de ferveur et qui l'ont le plus hautement honoré. Son atelier de la côte de la Montagne a été véritablement le centre de l'imprimerie du Canada pendant près d'un demi-siècle et, parmi les nombreux imprimeurs qu'il a vu s'établir successivement autour de lui, à Québec, à Montréal, et jusque dans le Haut-Canada, il n'en est pas un seul, ainsi que sa volumineuse correspondance en fait foi, qui ne lui ait pas été en quelque façon redevable et qui n'ait pas eu l'occasion de réclamer de lui quelque secours matériel ou moral.

Quant aux productions typographiques de John Neilson, de 1793 à 1826, elles sont trop nombreuses pour en énumérer ici même les principales. Ce serait transformer en un catalogue ce rapide résumé d'histoire. Qu'il suffise de dire qu'elles couvrent tous les sujets, religion, littérature, politique et histoire, et que, d'année en année, elles accusent chez le maître ouvrier qui les met au jour un souci de perfection toujours plus grand et une conscience professionnelle toujours plus délicate.

Avec John Neilson nous pourrions considérer déjà l'imprimerie de Québec comme sortie définitivement de ses langes et l'abandonner à son développement, mais dans l'histoire de ces débuts, il serait peut-être injuste de ne pas faire une place à un autre atelier qui rivalisa plus de vingt ans, et non sans succès, avec celui de la côte de la Montagne.

Il s'agit de la Nouvelle Imprimerie qui n'a de commun que le nom avec l'entreprise antérieure de William Moore. Etablie en 1794

par John Jones, elle passa successivement aux mains de William Vondelvenden en 1795, de Pierre-Edouard Desbarats vers 1799, et enfin, vers 1817, à celles de Thomas Cary, le fondateur de *Quebec Mercury*.

Après avoir disposé de Québec aussi honnêtement que possible, il me tarde d'en venir à l'établissement de la presse dans notre propre région. Mais il nous faut pour cela remonter un peu en arrière.

Centre politique et siège du gouvernement, Québec était la porte toute indiquée par où devait s'introduire l'imprimerie dans la province du Canada, et Brown et Gilmore, lorsqu'ils décidèrent d'émigrer de Philadelphie vers le Nord, en 1764, ne pouvaient manquer d'y être premièrement conduits. Mais il n'était pas moins dans l'ordre que Montréal fût, et à brève échéance, la deuxième étape de cette irrésistible pénétration du progrès. Même à cette époque la future métropole canadienne laissait pressentir le prodigieux avenir qui lui était réservé comme centre d'affaires et, déjà prête à toutes les activités, elle n'attendait que l'occasion favorable pour être, à son tour, dotée d'une presse. Elle l'en fut enfin, douze ans après Québec, en 1776.

Philadelphie, qui avait déjà fourni à Québec, en 1764, Brown et Gilmore, a doublement mérité d'être appelée l'*Alma Parens* de notre imprimerie, en fournissant également à Montréal Fleury Mesplet, le premier et le plus pittoresque de ses imprimeurs.

Né à Lyon d'une famille du peuple, Mesplet dut apprendre les rudiments de son métier dans l'un des nombreux ateliers de sa ville natale. De ses antécédents nous ne connaissons rien si ce n'est qu'avant d'aborder à Philadelphie d'où il nous est venu, il avait exploité une imprimerie à Londres, dans Covent Garden. Il faut croire que le succès ne répondit pas à ses espérances, car, après un an, il songea à traverser les mers avec son léger bagage pour tenter fortune en Amérique. L'on a voulu croire que Franklin avait pensé à utiliser Mesplet en vue d'une propagande française et l'avait engagé à se transporter à Philadelphie. Il est possible que l'illustre imprimeur, qui se trouvait en effet à Londres en 1773, y ait connu son plus mo-

deste confrère et n'ait pas été tout à fait étranger à sa décision d'émigrer en Amérique, mais nous n'en avons jusqu'ici aucune preuve.

Quoi qu'il en soit, en 1774, nous retrouvons Mesplet à Philadelphie où il loue un atelier et où il réussit assez mal à se faire une existence. Sur ces entrefaites, le Congrès, qui rêve de se concilier le Canada comme une 14e colonie, rédige une lettre à l'adresse des Habitants de la province de Québec et il la donne à composer au nouvel arrivant comme au seul imprimeur français dans le pays. Peut-être est-ce cette première et fort opportune commande du Congrès qui inspira à Mesplet l'idée de changer encore une fois ses pénates et de s'établir définitivement en Canada, pays de langue française. L'on aurait tort en effet de croire que notre premier imprimeur, quoiqu'il en dise lui-même dans ses divers mémoires, n'ait été arraché aux douceurs de Philadelphie et conduit à Montréal que par les pressantes sollicitations de Franklin, de Chase ou de Carroll. La vérité est que, dès le commencement de 1775, un an avant que le Congrès n'eût songé à conclure aucun arrangement avec lui, il avait fait un premier voyage à Québec afin d'y étudier sur place les conditions d'un établissement possible. Mais, par suite du chômage forcé de son atelier, autant qu'à cause de son extraordinaire incurie, il était déjà accablé de dettes et il ne pouvait quitter Philadelphie sans d'abord briser ce fil qui le tenait à la patte. C'est alors sans doute que, en homme avisé, il imagina ce projet d'une imprimerie de propagande dans cette ville de Montréal que venait précisément de conquérir Montgomery et qu'il le proposa fort adroitement au Congrès avec lequel il était resté en relations pour l'impression d'une nouvelle lettre aux Habitants du Canada. L'idée était assurément plausible et le Congrès finit par l'accepter. En février 1776, Mesplet était engagé pour aller en Canada y conduire une imprimerie et, il recevait, pour subvenir à ses frais de transport, la somme de $200. C'était bien peu et avec ce léger viatique, le pauvre imprimeur ne fût pas allé loin si, pour comble de bonheur, il n'avait rencontré en même temps le plus bénévole des bailleurs de fonds dans la personne de Charles Berger, l'un de ses com-

patriotes. Ce brave homme paya toutes les dettes de Mesplet, dégagea sa presse et ses caractères qui avaient été saisis et, pour lui permettre de continuer son entreprise, alla jusqu'à former une société dont il fournissait à peu près tout le capital, quoiqu'il ne fût pas imprimeur et qu'il dût demeurer lui-même à Philadelphie, loin de l'exploitation à laquelle il devenait intéressé. Un semblable accommodement parle haut en faveur des qualités persuasives de notre premier imprimeur montréalais qui, s'il ne fut jamais un bon payeur, paraît avoir été de tout temps un assez heureux emprunteur.

Mais il y a souvent loin de la coupe aux lèvres et Mesplet allait une fois de plus le constater. De multiples déboires l'attendaient en effet à Montréal au lieu du riant avenir qu'il avait sans doute escompté. Après un pénible voyage de près de six semaines, compliqué d'un naufrage, par la voie d'Albany et du lac Champlain, il n'atteignit enfin sa destination que le 6 mai 1776. C'est à peine s'il eut le temps de rencontrer Benjamin Franklin qui reprit le chemin des Etats-Unis cinq jours plus tard; et, avant qu'il eût pu lui-même se trouver un local et installer tant bien que mal son outillage, les deux autres commissaires, qui sentaient le terrain glisser sous leurs pieds, s'esquivaient à leur tour, le 22 du même mois. De sorte que, lorsque les troupes américaines se retirèrent définitivement de Montréal, le 10 juin 1776, le malheureux imprimeur qu'avait commandité le Congrès n'avait pas encore eu l'occasion d'exécuter le plus petit travail pour le compte de ses employeurs. Mais le pire c'est que, avec sa presse et aussi son ménage, il ne pouvait songer à suivre Arnold dans sa fuite précipitée. Force lui fut donc de rester en arrière et de faire face à la musique. La situation en effet était rien de moins que riante. Les autorités anglaises redevenues maîtresses de la ville, ne pouvaient voir que d'un mauvais oeil ce dernier reliquat de l'invasion rebelle retenu de force au milieu d'elles. Et il arriva ce qui devait infailliblement arriver. Huit jours à peine après le départ des Américains, Mesplet était appréhendé comme suspect et jeté en prison. Cette première détention cependant ne dura qu'un peu plus de trois semai-

nes. L'on s'aperçut probablement que le pauvre diable n'était pas aussi dangereux qu'on l'avait cru. Et peut-être estimait-on aussi qu'il ne fallait pas manquer cette première occasion qui s'offrait d'assurer une presse à Montréal. Il fallut toutefois quelque temps à Mesplet, après sa libération, avant de se remettre sur pieds. Quelques jours après son arrivée, il s'était déjà trouvé un local, non pas dans le sous-sol du château de Ramezay, comme on l'a souvent répété, mais quelque part rue Capitale, non loin de la place du Vieux-Marché. Mais il manquait de tout, particulièrement de papier et, pour comble de malheur, il se vit aussitôt abandonné par les aides qu'il avait amenés avec lui et qui se trouvèrent découragés par les tribulations auxquelles les associait leur patron. En dépit de tous ces obstacles il n'en parvint pas moins à mettre en opération son atelier et durant les derniers six mois de cette année 1776, il réussissait à mettre au jour quatre publications.

Il paraît généralement acquis que le premier livre sorti des presses de Mesplet à Montréal est le *Règlement de la Confrerie de l'Adoration perpétuelle du St-Sacrement et de la Bonne Mort.* De ce petit livre, il existe on le sait, deux éditions, l'une sans lieu ni date, et l'autre datée de Montréal 1776. McLachlan a cru que la première édition avait été imprimée à Philadelphie, mais, je ne le crois pas pour ma part et je pense plutôt qu'elle n'est qu'un tirage d'essai fait à Montréal même.

Il n'est même pas absolument sûr que le fameux *Règlement*, tant en première qu'en deuxième éditions, soit le premier imprimé de Montréal. Si nous dénichons un jour le *Day Book* de Mesplet, comme nous avons l'avantage de posséder celui de Brown et Gilmore à Québec, peut-être découvrirons-nous que cette distinction appartient à la tragédie de collège: *Jonathas et David* qui a aussi été imprimée à Montréal en 1776. Mais c'est là une question de pure bibliographie que le temps permettra d'élucider un jour.

En 1777 Mesplet continua d'être principalement alimenté par les institutions religieuses avec lesquelles il n'a jamais cessé de faire

bon ménage, malgré la réputation de libre-penseur qu'on s'est plu à lui faire. Six des sept ouvrages que l'on connaît de lui comme ayant été publiés cette année-là, sont des catéchismes, exercices dévots, neuvaines, etc.

C'est aussi en 1777 que Mesplet commença la publication de son *Almanach Curieux et Intéressant* dont la série devait se poursuivre jusqu'en 1785, avec une seule interruption en 1780. Ces Almanachs Mesplet qui ont montré la voie aux Almanachs Neilson sont peut-être curieux, mais ils ne sont guère intéressants, en dépit de leur titre prometteur, et, à vrai dire, ils ne se recommandent à l'attention des collectionneurs que par leur excessive rareté.

Avec 1778, Mesplet en arriva enfin à la réalisation d'un rêve qu'il avait caressé depuis son arrivée en Amérique: la publication d'un journal. Après avoir attendu deux ans pour trouver la doublure de Pochard, l'homme de lettres qu'il avait amené de Philadelphie avec lui à cette fin, il crut l'avoir découverte dans la personne de Valentin Jautard, un autre Français émigré qui avait fait quelques études et qui se piquait de littérature. Fort de ce précieux concours, il lança, le 3 juin 1778, le premier numéro de sa *Gazette du Commerce et littéraire*. Ce ne fut d'abord qu'une publication des plus anodines dont les quatre petites pages in-4° se remplissaient d'élucubrations plus ou moins philosophiques et littéraires et servaient principalement d'exutoire à tous ceux que tourmentait le mal d'écrire et même aux jeunes élèves du collège. Il n'y eut pendant les premiers mois rien qui put causer la moindre alarme à l'autorité la plus chatouilleuse. Mais Jautard, le rédacteur, n'était pas homme à rester sage bien longtemps. Frondeur et enclin à la chicane en sa qualité d'avocat, il commença par ventiler quelques-unes de ses querelles personnelles dans le journal qui lui était confié et, pour mieux atteindre ses ennemis qui étaient en place, il en vint à des attaques d'abord voilées, puis ouvertes contre le gouvernement. C'est ainsi qu'il entraîna peu à peu Mesplet dans une voie qui les devait conduire tous deux presque sur la paille humide des cachots. Après avoir été déjà frappé d'une

première suspension qui ne fut relevée qu'à la prière d'un certain nombre de citoyens de Montréal alarmés par la perspective de perdre leur unique journal, *la Gazette littéraire* — c'était son nouveau titre, — finit par sombrer sous le poids d'un dernier article plus tendancieux que tous les autres, ce même article qui, parce qu'il était intitulé *Tant pis, tant mieux*, a passé si longtemps sur la foi d'une phrase imprécise des Mémoires imprécis de Laterrière, pour un autre journal imprimé sous ce nom à Montréal. Non seulement le journal fut supprimé la veille de son premier anniversaire, le 2 juin 1779, mais propriétaire et rédacteur furent appréhendés et conduits à la prison de Québec. L'un et l'autre y restèrent confinés pendant près de trois ans, malgré les requêtes et les supplications qu'ils multiplièrent à l'adresse du gouverneur Haldimand et ce ne fut que le 1er septembre 1782 que Mesplet lui-même put s'échapper, apparemment avec la connivence tacite des autorités et regagner Montréal sans être inquiété.

Mais, durant ces trois ans de détention qu'advint-il de son atelier? McLachlan disait ne connaître qu'une publication portant la firme de Fleury Mesplet pendant cet intervalle, *A Primer for the use of Mohawk children*, et comme il appert par les documents officiels que cet ouvrage a été imprimé par les soins du colonel Claws à l'intention des Sauvages iroquois et pour le compte du gouvernement, il en a conclu que la presse de Mesplet, saisie après son arrestation, n'a été utilisée que cette fois et par ordre officiel. Mais McLachlan ignorait alors que de la presse de Mesplet, pendant la détention de son propriétaire, il est sorti au moins deux autres publications, l'Almanach de 1781 et celui de 1782. Du fait que ces deux publications n'intéressaient pas le gouvernement et n'ont pu être publiées par autorité, il est permis de conclure que de 1779 à 1782, la presse de Mesplet a continué de fonctionner, au moins pour les impressions courantes, par le secours d'un employé que dirigeait plus ou moins effectivement l'épouse du prisonnier.

Mesplet lui-même après sa rentrée, ne publia que deux ou trois ouvrages sans importance particulière, jusqu'au 25 août 1785, alors

qu'il crut ses escapades d'antan suffisamment oubliées pour ressusciter, sous le nom de la *Gazette de Montréal*, le journal qu'il avait tant à coeur. C'est le même journal qui après avoir été publié d'abord uniquement en français, puis dans les deux langues pendant un certain nombre d'années, paraît encore aujourd'hui sous le nom de *Montreal Gazette*. La nouvelle feuille qui avait d'ailleurs revêtu un caractère différent, étant presque toute consacrée à la publication des proclamations officielles et des annonces judiciaires ou commerciales, ne paraît plus avoir donné au gouvernement l'occasion de s'inquiéter et les tribulations qui lui advinrent par la suite ne furent que d'ordre financier. Mesplet, en effet, ne cessa jusqu'à la fin de sa vie d'être extrêmement besogneux. N'ayant pu obtenir du gouvernement américain, malgré ses mémoires multipliés, qu'une partie insignifiante de la compensation qu'il réclamait pour ses services durant l'invasion de 1775, il ne s'arrêta pas d'empiler dettes sur dettes, fut périodiquement en butte aux saisies et, dès 1785, lorsqu'il recommença la publication de son journal, il n'était même plus le propriétaire de son imprimerie qui lui était louée par Eward William Gray, son nouvel acquéreur.

C'est le 28 janvier 1794 que le premier imprimeur de Montréal termina enfin sa tumultueuse carrière. Il ne fut peut-être pas un habile administrateur, mais il fut un ouvrier d'une rare énergie et d'un courage peu commun; et on devra lui savoir toujours gré d'avoir, par vingt ans d'une lutte persévérante contre les pires difficultés, établi définitivement les assises de l'imprimerie dans la métropole du Canada. Même comme homme privé, M. Mesplet, comme on le nommait dans son temps, n'était pas aussi noir que l'a peint dans ses Mémoires mensongers Laterrière, son compagnon de cellule à Québec. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il valait, par l'honorabilité et même par la distinction, tout autant que celui qui l'a si outrageusement dénigré.

La succession de Fleury Mesplet comme imprimeur fut immédiatement recueillie par Eward Edwards que l'on voit acquérir à l'encan, en février 1794, tout ce que laissait le défunt en fait de carac-

tères et d'outillage. Il y eut cependant un intermède pendant lequel la *Gazette de Montreal* fut forcément suspendue. Après la mort de son fondateur il n'en fut publié que deux ou trois numéros, au nom de la veuve, Marie-Anne Tison. Edwards ne la ressuscita lui-même qu'un peu plus d'un an plus tard, le 3 août 1795, et au moment même où un concurrent, Louis Roy, qui avait été le premier imprimeur du roi dans la nouvelle province du Haut-Canada, commençait de son côté la publication d'un journal portant exactement le même nom et ayant la même apparence extérieure.

Pendant plus d'un an, d'août 1795 à la fin de septembre 1796, il y eut donc en même temps deux *Gazette de Montreal* qui se disputèrent la clientèle. Louis Roy fut celui qui céda le premier et nous ne le rencontrons plus à Montréal après 1796. Resté seul maître du terrain Edwards commença par ajouter à l'impression de son périodique celle de quelques petits ouvrages, mais de 1801 jusqu'à sa mort en 1810, on ne découvre aucun volume ou pamphlet qui ait été publié sous son nom, comme s'il eut pris le parti de réserver toute son attention à la *Gazette de Montreal.* Cette inertie du seul imprimeur de Montréal à cette époque ne fut peut-être pas étrangère à l'entrée en scène presque simultanée, vers 1807, de deux nouveaux imprimeurs. Je veux parler de Nahum Mower et de James Brown qui devaient fournir tous les deux une longue carrière et laisser une trace également profonde dans les annales de leur noble métier.

Mais même en 1807 on peut dire que l'ère des pionniers à Montréal est déjà fermée, et Mower et Brown n'appartiennent pas à proprement parler à cette période des débuts qui doit seule nous occuper.

Quelques mots au moins sur les commencements de l'imprimerie dans l'Ontario paraîtront peut-être à leur place avant de terminer.

Un des premiers soucis de John Graves Simcoe, lorsqu'il eut été nommé lieutenant-gouverneur de la nouvelle province du Haut-Canada en 1791, fut d'y introduire avec lui une imprimerie, à la fois comme moyen de civilisation et comme moyen de gouvernement. Malgré l'accueil peu enthousiaste qu'il avait reçu des autorités de Londres

lorsqu'il leur exposa ses vues avant son départ, il ne s'en obstina pas moins dans son projet et, durant le long séjour qu'il fit à Québec avant d'aller prendre possession de son gouvernement, de novembre 1791 à juin 1792, il eut tout le loisir d'en conférer souvent avec le maître imprimeur Samuel Neilson. Ce fut même dans le propre atelier de ce dernier qu'il finit par découvrir l'ouvrier à la fois aventureux et éprouvé dont il avait besoin pour la réalisation de son rêve. Ce courageux pionnier à qui devait revenir l'honneur d'être le premier imprimeur du Haut-Canada, avait nom Louis Roy. Canadien français de naissance, il appartenait à une respectable famille d'artisans, et deux de ses frères, Joseph-Marie et particulièrement Charles-François qui imprima le célèbre journal *le Canadien,* ont marqué avec lui dans les annales de l'imprimerie canadienne.

Nous ne pouvons dire exactement à quel moment Louis Roy commença son établissement dans la nouvelle capitale du Haut-Canada, Newark, aujourd'hui Niagara. Ce dut être vers la fin de 1792, mais il fallait tout organiser dans des conditions particulièrement difficiles et rien n'indique que la première presse ontarienne ait été en état de fonctionner avant le 18 avril 1793 alors que parut le premier numéro de l'*Upper Canada Gazette or American Oracle.*

Louis Roy ne s'attarda pas longtemps à Newark. Vers la fin de 1794 il avait déjà résigné ses fonctions d'imprimeur du gouvernement du Haut-Canada et nous avons vu comment en 1795 il s'était transporté à Montréal pour y fonder son éphémère *Gazette de Montréal* en concurrence avec celle d'Edwards. Son successeur immédiat, Gédéon Tiffany ne résista guère plus longtemps, soit que comme lui il ait un peu trompé l'attente de ceux qui avaient requisitionné ses services, soit que comme lui encore il n'ait pu s'accommoder avec un gouvernement trop pointilleux. Le troisième imprimeur du Haut-Canada, John Bennett, un autre ouvrier complaisamment fourni à la province soeur par John Neilson, trouva le moyen de durer de 1801 jusqu'en 1807, alors que la longue série de ses difficultés avec l'autorité se dénoua par l'inévitable catastrophe de son congédiement.

L'histoire des débuts de l'imprimerie dans le Haut-Canada a été particulièrement mouvementée et j'en pourrais relever certains épisodes piquants, mais trop longs à relater ici. Notons seulement pour mémoire les intéressantes activités des imprimeurs de Newark qui continuèrent assez longtemps à fleurir même après que le transfert de la capitale à York ou Toronto leur eut porté un si rude coup. Rappelons aussi, après le nom de John Bennett, ceux des Cameron, des Waters, des Simons et des Miles, qui, tant à York qu'à Kingston, achevèrent d'implanter d'une façon définitive l'imprimerie dans le Haut-Canada, dès les premières années du XIXe siècle.

Telle est donc l'histoire des commencements de notre imprimerie canadienne, autant que l'état actuel de nos connaissances permet de la reconstituer. Elle est encore en effet enveloppée de beaucoup d'obscurités, et nos historiens comme nos bibliographes sont loin d'être au bout de leur tâche. Ce n'est d'ordinaire que par lambeaux que l'on parvient à conquérir la vérité. Nous levons tous les jours un peu plus du voile qui couvre les origines de notre imprimerie et nous pouvons même espérer que le jour n'est pas loin où il sera complètement enlevé.

Pas plus tard qu'en 1886, dans sa *Canadian Archaeology*, un essai bibliographique par ailleurs remarquable, William Kingsford reconnaissait que, malgré ses actives recherches, il n'avait pu découvrir, en dehors des journaux et des publications statutaires, un seul imprimé ontarien antérieur à l'Histoire de la guerre de 1812, publiée à Kingston en 1832 par David Thompson. Mais il ne tarda pas à être un peu mieux renseigné grâce aux bibliographes dont son premier livre avait eu surtout le mérite d'éveiller l'attention. Dès 1892, six ans plus tard, il pouvait déjà relever dans un deuxième ouvrage, plus de trente-trois publications antérieures à l'Histoire de Thompson. Mais il ne s'en arrêtait pas moins à 1814 et il était encore bien loin du compte. D'autres publications très nombreuses, remontant jusqu'à 1792, ont été déterrées depuis.

Et il en est de même un peu partout. Depuis plusieurs années je me suis intéressé moi-même très activement à dresser une sorte d'inventaire des publications diverses sorties des presses canadiennes depuis leur premier établissement en 1752 jusqu'en 1820, dates entre lesquelles l'on est convenu jusqu'ici de circonscrire ce que nous appelons nos incunables. Le seul bibliographe qui avait tenté auparavant ce travail en indiquait environ 400. Je suis parvenu à en retracer plus de 1000 dont 750 sont abrités par la seule Bibliothèque Saint-Sulpice; et je n'ai pas la prétention d'avoir encore tout découvert. Notre imprimerie à ses débuts a été plus active que plusieurs ne l'ont pensé.

Il est vrai que parmi ce millier de publications anciennes, toutes n'ont pas un égal intérêt, mais toutes, mêmes les plus insignifiantes en apparence, ont droit à notre respect et l'on ne saura jamais trop regretter qu'un si grand nombre aient été perdues. Elles sont en effet les témoins vénérables de l'âge héroique où les pionniers de l'imprimerie semaient dans le sacrifice et dans l'effort ce que nous récoltons aujourd'hui dans l'aisance et dans la liberté.

Ce fut en effet un rude et peu consolant métier que celui d'imprimeur en notre jeune pays il y a 125 ou 150 ans.

D'abord les conditions matérielles dans lesquelles il s'accomplissait étaient des plus désavantageuses. Souvenons-nous que nous n'avons eu notre première et modeste fabrique de papier que vers 1807 et beaucoup plus tard notre première fonderie de caractères.

Pour renouveler son misérable stock de papier et pour remplacer ses caractères usés, l'imprimeur ne pouvait le plus souvent s'adresser qu'à la lointaine Angleterre, et le temps autant que l'argent ne le lui permettaient pas toujours. Lorsqu'on voit les productions un peu frustes de quelques-uns de nos plus anciens typographes, l'on aurait tort de les mépriser et même d'en sourire. Il suffit de se rappeler l'outillage rudimentaire que la force des circonstances laissait à leur disposition pour admirer le parti déjà remarquable que leur industrie et leur application leur permettaient d'en tirer. Ils étaient loin des merveilleuses presses d'aujourd'hui qui déroulent en une

seule heure plus de 100,000 pages d'impression. La presse à bras que manoeuvrait Mesplet en 1776 ressemblait comme une soeur à celle qu'avait manoeuvré un Franklin, vers 1740, et cette dernière n'était pas sensiblement différente de celle qu'employaient déjà les plus anciens imprimeurs à la fin du XVIe siècle. Manoeuvrée à la main elle ne pouvait frapper qu'une couple de cents impressions à l'heure, avec un homme pour encrer les formes et un autre pour opérer le levier. Le travail était lent, et en fin de compte aussi peu rénumérateur que possible.

Mais les conditions morales dans lesquelles ont travaillé les pionniers de notre imprimerie étaient peut-être plus déplorables encore. Ils vivaient dans un temps qu'il ne faut sans doute pas juger avec nos yeux d'aujourd'hui, mais où la liberté ne connaissait encore que des entraves. Un imprimeur, qui n'était pas un simple employé à gages du gouvernement, était par définition un libelliste et un fauteur de divisions. Toute velléité d'exprimer une opinion sur la chose publique était étouffée par les autorités, et souvent punie de la prison.

Dans cette double condition d'une situation matérielle qui handicappait leurs efforts et d'un entourage d'intolérance qui exposait à tout instant leur entreprise à une ruine soudaine, l'on conçoit que nos premiers imprimeurs aient rarement fait fortune. La plupart n'ont laissé à leurs enfants que la pitance absolument nécessaire à la vie. Il se peut que quelques-uns aient dû leur pauvreté à quelques fragilités ou à une mauvaise entente des affaires, mais presque tous ont été pauvres par la rudesse même du temps où la Providence les a fait vivre, par la coupable indifférence de ceux-là mêmes qu'ils nourrissaient si généreusement de pain intellectuel, et par les injustices dont une tyrannie autoritaire les a trop souvent abreuvés. Une semblable pauvreté ne diminue pas, elle honore. Et, à ce titre, nos anciens imprimeurs ont droit à notre respect comme à tant d'autres ils ont droit à notre reconnaissance. Ils ont mangé pour nous le pain amer des débuts au milieu des déboires et des vicissitudes, et leur éternel mérite sera, non seulement d'avoir allumé, mais, d'avoir, au prix du plus

rude labeur, empêché de s'éteindre, dans le vent et dans la tempête, ce flambeau qui luit aujourd'hui sur notre sol, avec un si magnifique éclat, le flambeau de l'imprimerie.

Aegidius FAUTEUX